UNE HEURE AVANT LA MARCHE DE LA CNCD

Présence policière massive et interpellations

Une heure avant le début de la marche, la capitale a été quadrillée dans tous les sens. Toutes les artères et autres grands boulevards d'Alger sont dominés par une seule couleur : le bleu. La police, dont le nombre aurait dépassé toutes les prévisions, a pris position dans tous les coins de la capitale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au niveau de la place du 1er-Mai, on a assisté à une véritable démonstration de force. Matraque et bouclier à la main, ils s'étaient positionnés le long de la place de la Concorde.

Les barrages de police installés aux entrées de la capitale ont été également renforcés.

A moins d'une heure du début de la manifestation, la tension est fortement ressentie. Toutes les rues menant à la place du 1er-Mai sont bloquées par une armada policière empêchant les manifestants d'y accéder. Des centaines de personnes sont tout de même parvenues à passer, scandant des slogans dont «Bouteflika dehors!», «Algérie libre et démocratique», «Non à l'Etat policier». Parmi les premiers arrivés à la place du 1er-Mai, des hommes politiques mais aussi des artistes venus exprimer leur soutien et dénoncer leur fragile statut. Des syndicalistes, des élus locaux, des associations, dont celle des familles de disparus, avaient déjà investi la rue.

Vêtus de blanc en position de mime, deux d'entre eux, avec une croix rouge dessinée sur les lèvres, ont été interpellés. Il n'est que 10h passées de quelques minutes et déjà les services de police entrent en action. Les premières interpellations surviennent.

Plus loin, au niveau de la rue Hassiba-Ben-Bouali, la circulation routière est presque inexistante. La circulation ferroviaire est suspendue depuis six heures du matin. Tous les trains de la banlieue sont à l'arrêt pour éviter toute arrivée vers la capitale. Les autorités ont pris des mesures draconiennes avec près de 30 000 policiers déployés dans la capitale sur le parcours des marcheurs prévu de la place du 1er-Mai à la place des Martyrs, soit sur une distance d'environ 4 km. A une quinzaine de minutes du rendez-vous, des renforts de police antiémeutes continuent d'arriver à la place du 1er-Mai. Les policiers poursuivent le bouclage de tout le périmètre où devait se tenir le rassemblement de la CNCD.

Du siège du ministère de la Jeunesse et des Sports jusqu'aux arrêts de bus, la présence policière est totale et massive. La foule est dense. Des milliers de personnes scandent par intermittence des slogans hostiles au pouvoir et en faveur du changement et de la démocratie.

Il est 11h. Le coup d'envoi de la marche est donné. La tension est extrême. L'heure de vérité a sonné.

A. B.

Photo : Samir Sid

Déclarations express

Abdelhak Brerhi (Comité des citoyens pour la défense de la République) :

«C'est une marche pacifique, le peuple exprime sa volonté de changement. Au lieu de laisser le peuple marcher pacifiquement, le pouvoir a choisi de réprimer et de tirer. C'est scandaleux de déployer tout cet attirail répressif contre des personnes qui réclament le droit à la liberté.»

Maître Mostefa Bouchachi (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) :

«C'est aberrant d'arrêter des centaines de personnes qui n'ont rien fait d'autre que de tenter de marcher, cela donne une image d'un régime qui a perdu toute crédibilité et légitimité. Cette marche est le début d'un processus. La Coordination va certainement se réunir pour envisager d'autres actions. On doit faire de 2011 l'année du changement en Algérie mais un changement pacifique. Nous ne sommes pas contre des individus mais notre but est bien défini : le changement du régime.»

Salem Sadali (Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation) :

«Le régime veut mener la société sur le terrain de la violence, il l'a toujours fait, il continue de le faire mais aujourd'hui le peuple est mature, il en a marre et il ne se laissera pas faire. Nous sommes là et nous serons toujours là pour imposer le changement. Le vent du changement qui souffle sur le monde arabe ne va pas épargner l'Algérie. Tout le monde doit le savoir, quoi qu'il fasse, ce régime sera appelé à partir ou il fera face à la colère populaire.»

Abdesselem Ali Rachedi (membre du Mouvement pour le droit et la liberté) :

«La réaction du pouvoir n'est pas étonnante. C'est une méthode expérimentée ailleurs. Nous l'avons déjà vu en Égypte. Le déploiement des forces de l'ordre prouve que nous ne sommes plus sous état d'urgence mais en état de siège mais le mouvement est irréversible. Ce n'est qu'un début. Il a fallu une semaine aux Tunisiens pour faire partir Ben Ali, trois semaines aux Egyptiens pour chasser Moubarak, c'est le début du processus chez nous.»

Maître Ali Yahia Abdenour (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) :

«Le pouvoir a l'habitude de ne pas respecter le peuple, c'est un pouvoir illégitime. Nous avons le droit de circuler librement. La Constitution nous le garantit, la marche est une marche du peuple, elle appartient à tout le peuple algérien et à toute la jeunesse. Nous sommes en dictature et nous devons tout faire pour la faire cesser.»

Tahar Besbas (député Rassemblement pour la culture et la démocratie) :

«Il y a eu des centaines d'arrestations. Nul n'y a échappé. Des députés du RCD ont été malmenés. La réaction du pouvoir était prévisible mais l'Histoire est en marche. Les Algériens sont sortis pour manifester pacifiquement et dire leur refus d'un régime qui prouve, à chaque fois, qu'il est sourd aux revendications populaires.»

Nawal Imès

ELLES SONT VENUES REVENDIQUER LE CHANGEMENT

«L'Algérie nous appartient tous»

Myriam était sur les lieux à 9h du matin. «Le changement et la démocratie», lit-on sur la grande pancarte qu'elle tenait dans les mains. «La marche est prévue à 11h mais la foule a été dispersée bien avant l'heure. Les policiers qui encerclaient la place ont commencé les provocations», dit-elle.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Présidente du bureau national du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) depuis quelques années, Myriam est habituée aux manifestations publiques. «J'ai dû me cacher pour ne pas être reconnue par les policiers postés partout.» Accompagnée d'amis et de quelques collègues, Myriam dit ne pas représenter son syndicat qui a déclaré officiellement ne pas prendre part à cette marche. «Chacun assume ses responsabilités ! Hier, au journal télévisé, les manifestants ont été traités de hors-la-loi ! Mais que croient ces politiques ? Que l'Algérie leur appartient, qu'on y a pas droit ? Ils sont fous !» Enseignante depuis huit ans, la jeune militante est toujours contractuelle. «J'ai passé plusieurs concours, sans succès. Il faut être pistonné ! Aujourd'hui, je suis sortie crier ma colère. Ras-le-bol de ce système injuste qui ne nous offre rien ! Où vont les milliards dont dispose le pays grâce à la rente pétrolière ?»

A 35 ans, comme beaucoup d'Algériens, Myriam n'a pas de logement, elle vit encore chez ses parents à El-Harrach. «Le dialogue avec les autorités ne sert à rien. Nous avons tenu plusieurs réunions avec le ministre de l'Education nationale sans résultats. On annonce l'ouverture de nouveaux postes budgétaires sans que notre situation s'améliore ! Où va-t-on comme ça ?» affirme la militante avec détermination. Elle regarde tristement autour d'elle, le dispositif de sécurité a réussi à éparpiller les manifestants. Des badauds regardent la foule, l'air absent, sans se sentir concerné. «Beaucoup de citoyens ont très peur, ils n'osent pas. Je suis ici pour revendiquer le changement. Ça doit changer !», lâche-t-elle. Fadéla est restée accrochée à Myriam et ses collègues. Agée de 26 ans, elle est venue de Bouira pour participer à sa première marche. «Papa était inquiet. Au début, il a refusé de me laisser partir, il a eu peur, j'ai insisté et j'ai réussi à le convaincre.» Licenciée en droit, elle est au chômage depuis deux ans. Ce n'est qu'en septembre qu'elle a déniché un job dans une bibliothèque municipale. Fadéla n'a pas encore touché son salaire. «Je ne suis pas la seule, beaucoup de gens sont dans la même situation que moi», confie-t-elle, ajoutant que son salaire n'excède pas les 10 000 DA par mois.

La colère et la déception la rongent. Fadéla a entrepris plusieurs démarches pour trouver un travail dans la justice, mais en vain. «J'ai passé des concours dans ma spécialité, à peine l'examen écrit terminé, l'administration vous renvoie ! Avant même de passer l'examen oral qui fait pourtant partie du concours. C'est incroyable !». La jeune fille a pris ses dispositions pour marcher à Alger. Elle est descendue vendredi chez sa tante pour être sûre d'y arriver. «C'est fou ! Tous ces barrages de sécurité ! La fouille des passagers ! J'avais l'impression de vivre dans un pays en guerre, on aurait dit l'Afghanistan ou l'Irak, c'est de la provocation !» Seule la rupture avec ce système remettra, selon elle, l'Algérie sur les rails du développement et de la démocratie. «Qu'ils ouvrent la voie aux jeunes. Nos politiques ont entre 70 et 80 ans, qu'ils dégagent ! Nous avons de jeunes compétences qui sont capables de relever les défis, qu'ils les laissent travailler», dit-elle, avec beaucoup de ferveur, avant de nous quitter et de rejoindre ses camarades manifestants.

I. B.

Photo : Samir Sid